

PNUD-KIBAI

[BULLETIN BI-MENSUEL DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	1
<i>Focus</i>	1
<i>Ce que nous faisons</i>	2
<i>Bonnes pratiques</i>	3
<i>Page Genre</i>	4
<i>Nos partenaires en action</i>	5
<i>Vie des projets</i>	6
<i>Page VNU</i>	7
<i>Agenda et annonces</i>	8
<i>Détente</i>	8

Le chiffre de la semaine :

32,9

En millions, le nombre de réfugiés, personnes déplacées et autres qui subissent les conséquences directes de conflits violents de plus de 40 pays, et ce depuis 2000.



Burkina Faso

EDITORIAL : RENCONTRE DEPUTES ET MAIRES

Comme de coutume depuis maintenant quatre ans, le parlement burkinabè dans le cadre du Projet d'Appui au Programme d'Actions Prioritaires (PAPAP), a tenu la quatrième rencontre annuelle des députés et les élus locaux. Cette rencontre qui a eu lieu les jeudi 9 et vendredi 10 octobre 2008 dans la salle de banquets de Ouaga 2000 avait pour thème : « Problématique de la planification et du financement du développement local : état des lieux et perspectives ».

Trois communications suivies de débats ont été faites : (i) la planification locale et régionale ; (ii) le financement du développement local, et (iii) la présentation du « Programme 10 villes moyennes » puis du « programme-cadre centres secondaires ».

Les objectifs visés étaient de permettre aux députés et aux élus locaux de s'approprier la problématique de la planification locale et régionale (plans communaux de développement), du financement du développement local et de maîtriser les différents programmes initiés au niveau local.

Le PNUD pour sa part appuie et accompagne le Parlement Burkinabè à travers le Projet d'Appui au Programme d'Actions Prioritaires (PAPAP) qui est une matérialisation illustrative du Plan Stratégique de Développement du Parlement 2004-2014. Dans le domaine de la décentralisation, l'appui du PNUD se fait à travers le Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Participation Citoyenne (ADEPAC) qui accompagne et finance l'élaboration des plans communaux et le Programme d'Appui aux Communes Rurales et aux Initiatives Communautaires (ACRIC) qui apporte le financement de ces plans. Pour le moment, ce financement ne concerne que la région du Mouhoun.

Cette quatrième édition de la rencontre annuelle députés/élus locaux, de l'avis des principaux participants, a atteint les résultats escomptés et indique clairement que le Burkina Faso est sur la bonne voie dans le domaine du développement local.

La rédaction

FOCUS : SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE THEME « ELECTIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION »



Une vue des participants

Du 02 au 04 octobre 2008, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du Burkina Faso, a organisé à Ouagadougou, avec l'appui technique et financier du PNUD, un séminaire international sur le thème « Elections et TIC ». Deux objectifs étaient poursuivis par ce séminaire :

- permettre aux hauts responsables des structures électorales membres du Réseau des structures en charge des élections en Afrique de l'Ouest (RESAO) de mieux connaître le système d'enregistrement biométrique et de façon générale les différentes applications des NTIC dans les élections ;
- permettre aux acteurs nationaux burkinabè du processus électoral, Gouvernement, Assemblée Nationale, CENI, partis politiques et société civile d'apprécier les avantages et les limites du système d'enregistrement biométrique.

Ce séminaire a effectivement regroupé l'ensemble des structures chargées de l'organisation des élections de l'espace CEDEAO, regroupées au sein du RESAO, et a également connu la participation de représentants de la CEDEAO, de l'Union Africaine (UA), d'Experts du PNUD et des principaux acteurs du processus électoral du Burkina Faso.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture de ce séminaire ont été placées sous le patronage de SEM le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre interventions, en commençant par celle du Représentant Résident a.i. du PNUD. Mme Ruby Sandhu-Rojon a insisté sur

le fait que la bonne gestion des élections apparaît non seulement comme un aspect essentiel de tout processus de gouvernance démocratique, mais aussi comme un facteur de maintien de la paix sociale. Pour y parvenir, les TIC, désormais présents dans tous les secteurs de développement, constituent un moyen à même de contribuer à la fiabilité des processus électoraux.

L'intervention du PNUD a été suivie par celle des Représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UA, puis par le discours d'ouverture du Président de la CENI du Burkina Faso, également Président du RESAO.

Les travaux du séminaire ont été marqués par plusieurs communications suivies d'échanges sur des thèmes comme : (i) l'utilisation des TIC dans la mise en œuvre d'un processus électoral ; (ii) fraude électorale : manifestations et implications pour la démocratie ; (iii) expériences de l'enregistrement biométrique des électeurs.

A la clôture du séminaire, le Président du RESAO a affirmé être édifié par trois choses :

- au vu de la complexité des exigences des acteurs des processus électoraux, l'utilisation des TIC est devenue une nécessité ;
- au regard des coûts encore élevés des équipements, il est recommandé aux qui veulent s'engager dans cette voie de mener une étude préalable afin de rationaliser les investissements en intégrant les activités d'état civil à l'établissement des fichiers électoraux ;
- les innovations indispensables à l'amélioration de la conduite des processus électoraux doivent correspondre à une demande des acteurs et les choix opérés par les structures en charge des élections doivent leur être expliqués.

Ce séminaire, aux dires des participants fut un succès.

Dieudonné Kini

CE QUE NOUS FAISONS : Voyages d'échanges du Programme national plates-formes multifonctionnelles du Burkina sur le biocarburant au Mali.

Du lundi 22 au dimanche 23 septembre 2008, une mission du Programme national PTF s'est rendue dans plusieurs villes et villages du Mali pour des échanges d'expériences avec le Programme PTF et sur la production et l'utilisation du biocarburant dans les moteurs PTF.

Le Programme national PTF du Mali tout comme celui du Burkina utilisent jusque là du gasoil pour le fonctionnement des plates-formes multifonctionnelles.

Or il est démontré que parmi les nombreuses dépenses liées au fonctionnement de la PTF, celle du carburant en l'occurrence le gasoil représente à lui seul environ 60%.

Face à ces dépenses importantes réduisant drastiquement les bénéfices des PTF, des solutions sont recherchées pour palier ce problème. Parmi les solutions envisagées il y a la production et l'utilisation du biocarburant tant au niveau local que national. Cette production du bio-carburant au niveau local reviendrait non seulement moins cher mais offrirait aux bénéficiaires des PTF une autonomie dans l'approvisionnement.

C'est donc conscient de cette importante difficulté, que l'Unité de coordination nationale du programme Burkina, a inscrit dans son plan de travail 2008 des actions de recherches développements pour les essais d'utilisation de l'huile de pourghère dans les moteurs diesel.

Pour mener à bien ces recherches développements, le Programme PTF Burkina a initié ce voyage d'échanges avec des partenaires notamment 2IE, le ministère du commerce et de l'artisanat, la Sonabhy et le Programme produits forestiers non ligneux.

Pourquoi le Mali ?

La raison est que dans la sous région, ce pays est pionnier non seulement au niveau de la PTF mais également dans l'usage de l'huile de pourghère dans le moteur diesel. Plusieurs institutions maliennes sont engagées dans des recherches sur la production du bio-



Un des nombreux champs de pourghère visités au Mali

carburant à partir du pourghère (*Jatropha curcas*).

Le Mali a adopté depuis Mars 2006 une politique d'orientation énergétique qui met l'accent sur le développement du biocarburant en général et du pourghère en particulier

Cette orientation politique a été suivie en juin 2008 par une adoption de la stratégie nationale de développement des biocarburants assortie d'un plan d'action.

Le pourghère, cette fameuse plante miracle pousse donc sur des sols dégradés qu'il contribue à restaurer, améliore la fertilité des sols, réduit l'érosion éolienne et hydrique, constitue des haies, améliore la jachère, crée des revenus par la production et la vente de savons, etc.

De ses graines de pourghère, on extrait une huile qui représente environ 30% du poids de la graine. Last not least, cette huile peut être utilisée comme carburant dans les moteurs diesel.

Le Projet plates-formes multifonctionnelles du Mali a entrepris depuis 1999 des essais d'utilisation d'huile de pourghère. Les essais se font actuellement sur une PTF, celle de Maourolo. Les bénéficiaires, équipés d'une presse burkinabé fabriquée à Gourcy, en possession des graines de pourghère extraient l'huile qu'ils utilisent pour le fonctionnement de leur PTF. Les habitants de ce village malien, se sont dits soulagés de disposer de carburant moins cher et de n'avoir pas à parcourir des centaines de kilomètres pour se le procurer.

L'expérience s'étant avérée concluante, le Programme PTF Mali a commandé de nombreuses presses et envisage étendre l'expérience à d'autres PTF.

Outre le projet PTF du Mali, la mission a eu des rencontres et des séances de travail avec d'autres structures menant des partenariats avec le projet et des recherches dans le domaine du biocarburant. Ce sont l'Agence Malienne pour le Développement de l'Électrification Rurale (AMADER), l'équivalent du Fonds d'Électrification Rurale (FED) au Burkina et le Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (CNESOLER).

Le partenariat entre l'AMADER et le projet PTF Mali a abouti à la mise en place de PTF avec éclairage dans 60 villages du Mali.

M. Samanké Aboubakar, chef de valorisation du Programme national de vulgarisation de la plante pourghère à CNESOLER nous a entretenu sur l'historique de la plante, les résultats des recherches menées, les perspectives d'avenir, etc.

Il dispose dans les alentours de son bureau plusieurs variétés de pourghère pour ses expérimentations. Ses recherches sont multiples et variées et vont des pompes à eau, les groupes électrogènes pour les réseaux électriques de 33KVA aux véhicules de transport. Le challenge actuellement pour M. Samanké est de faire fonctionner un tracteur déjà acquis à l'huile de pourghère.

Ce défi une fois relevé permettra de soulager tous les agriculteurs et partant d'augmenter la production agricole et de lutter contre la pauvreté de nos zones rurales.

Le Programme National PTF du Burkina et tous les partenaires qui l'ont accompagnés sont revenus du Mali riches des rencontres et des expériences qu'ils ont vues et entendues. Mille idées fourmillent dans leurs têtes dont la mise en œuvre ne tardera pas à donner des résultats fructueux dans le domaine du biocarburant.

Etienne Mouni Kaboré

CE QUE NOUS FAISONS : RENCONTRE SUR LA PRATIQUE TRANSFRONTALIERE DE L'EXCISION : POUR UNE SYNERGIE D' ACTIONS

Au Burkina Faso, l'évaluation des quinze années de lutte contre la pratique de l'excision révèle que le phénomène a une dimension régionale. En effet, c'est une pratique courante dans beaucoup de pays voisins qui servent de refuge aux contrevenants burkinabés. Dans le contexte burkinabé, le phénomène paraît très grave car il s'observe au niveau des frontières avec tous les pays environnants. Il y a une migration des populations et des exciseuses ou des enfants vers les pays voisins (sans loi ou bien avec une application peu rigoureuse) pour exciser les filles. Le mouvement inverse est aussi observé dans les cas où des ressortissants étrangers viennent exciser leurs enfants au Burkina Faso pour échapper aux lois de leurs pays. Ainsi donc, à cause de l'interdiction de la pratique dans les différents pays voisins et surtout en raison de la répression à l'endroit des contrevenants, on constate que le phénomène de l'excision est devenu transfrontalier.

Cela remet en cause l'efficacité des stratégies engagées au niveau national pour venir à bout de la pratique et compromet les chances d'une éradication définitive de l'excision à court terme. Dans tous les pays, cette tendance renforce la clandestinité de la pratique de l'excision en permettant de contourner les lois en vigueur dans les Etats. Elle sape les efforts déployés à l'intérieur de chaque pays pour éradiquer le phénomène de l'excision. C'est pourquoi, il faut un partenariat efficace entre les pays de la sous région pour suivre l'évolution et les mutations



du phénomène afin d'y apporter les solutions collectives idoines. Ce constat pose la nécessité impérieuse de développer des stratégies novatrices pour mettre fin à la pratique transfrontalière de l'excision qui tend à s'amplifier dans la région ouest-africaine.

D'emblée, on peut dire que la pratique transfrontalière englobe une diversité de cas de figure. Elle concerne tout acte d'excision réalisé dans un pays étranger voisin ou éloigné dans le but intentionnel de braver et contourner les lois interdisant la pratique dans le pays de résidence permanente des contrevenants. Les données préliminaires indiquent que l'excision transfrontalière se fait à deux niveaux : d'un côté il y a les fillettes qui sont amenés dans les pays voisins où la loi n'existe pas pour être excisées à l'abri de poursuites judiciaires éventuelles. D'un autre côté, il y a les exciseuses réputées être des « expertes » qui se déplacent

d'un pays à l'autre pour exciser les filles et les femmes des communautés pratiquantes

Pour mieux cerner l'état des lieux du problème de la transfrontalité de l'excision et mesurer l'impact réel des actions entreprises au Burkina et dans les pays voisins, le Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale, le Centre de Recherche et d'Intervention en Genre et en Développement (CRIGED), et le Fonds des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) ont décidé de mener une étude régionale sur les stratégies de communication pour la promotion de l'abandon de l'excision transfrontalière. Cette étude a concerné les frontières entre le Burkina et les pays suivants : Côte-d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger.

Les résultats de cette étude ont motivé l'organisation de la présente Conférence des Premières Dames qui se tiendra du 13 au 15 octobre 2008 à Ouagadougou. Il s'agit essentiellement d'une rencontre de plaidoyer visant une plus grande implication des leaders politiques des cinq pays ciblés pour le partage d'expérience et l'harmonisation des stratégies de lutte. La conférence sous-régionale des Premières Dames d'Afrique de l'Ouest est l'occasion de placer au plus haut niveau de l'agenda Politique la lutte contre les MGF, tant au sein des Gouvernements que dans l'ensemble des pays et institutions représentés.

Francis Bogie Boogere

PAGE GENRE : PARLONS DONC DU GENRE...

Lorsque le terme Genre est prononcé, on peut entendre des propos divers tels que « C'est bien ça ! On va parler d'égalité », « Ah, non, pas encore une réflexion théorique sur le développement... », « Cela concerne uniquement les femmes », « Jamais entendu ce mot-là avant », « C'est un ensemble d'outils d'analyse très utiles » ... Le mot **«genre» en français**, est une traduction littérale du terme anglais **«gender»**.

GENRE revêt trois principales significations: D'abord c'est est une **division** fondée sur **un ou plusieurs caractères communs**. Cette perception du genre renvoie à celle de l'espèce. Exemple : le genre humain qui désigne l'ensemble des hommes et des femmes, le genre aquatique désigne les êtres vivant dans l'eau etc... Ensuite on définit aussi le **genre** comme **sorte, type, manière** ou comme une **manière de vivre** ou **de se comporter** dans la société : avoir bon, mauvais genre de vie qui désigne l'**ensemble des modes d'activités d'un individu ou d'un groupe d'individus**. Enfin le genre est d'ordre **grammatical**. Ceci est fondé sur une distinction naturelle des sexes, une distinction conventionnelle. Par exemple les **genres masculin et féminin**.

En résumé, d'un point de vue statique et anthropologique, **le genre est l'ensemble des caractéristiques qui marque l'identité et la différence entre les espèces et qui permet dans le cas de l'espèce humaine de les classer selon le sexe masculin ou le sexe féminin**.

Pour ce qui est du **concept Genre**, il se réfère à l'éventail des rôles, des responsabilités et des rapports déterminés par la société, renvoie aux statuts, aux traits de personnalité, aux attitudes, aux comportements, aux valeurs, au pouvoir que la **société attribue aux hommes et aux femmes en fonction de leurs différences** et décrit les relations et les rôles des hommes et des femmes qui sont **déterminés et attribués par la société, donc changeables**.

Le concept genre est relationnel et ne se rapporte pas seulement aux femmes ou aux hommes mais aux relations entre les hommes et les femmes d'une société.

Il se réfère donc à une construction sociale liée aux normes, à la tradition, à la culture, aux religions, d'une société donnée, à un moment donné.

C'est une variable parmi tant d'autres qui sert à différencier les acteurs sociaux, à les organiser et à structurer leurs relations. Il se crée alors des rapports dits de genre.

On retrouve ainsi les 3 sens du mot **GENRE** dans le contenu du concept genre : la société est l'ensemble des hommes et des femmes qui constituent l'espèce



humaine (**1^{er} sens**); les rapports sociaux définis par rapport aux rôles, statuts et responsabilités différenciés, sont des **types de rapports selon les sociétés (2^e sens)** et le statut (place / position sociale), les rôles, les responsabilités sont attribués par la société aux hommes et aux femmes selon le sexe. Ils sont donc **au féminin ou au masculin (3^e sens)**

« Nous nous différencions parce que chaque société et chaque culture attribuent une valeur et un sens distinct à ces différences liées au sexe. Elles élaborent des idées, des conceptions et des pratiques sur le fait d'être un homme ou une femme! »

Après avoir classé les hommes et les femmes, la société leur attribue de manière différenciée, un ensemble de droits et devoirs en terme de fonctions, d'activités, de relations sociales, de position sociale, de façons de se comporter, de normes et d'interdits.

C'est cela le **concept Genre**.

On parle alors de rapports de genre. Ce sont des relations établies entre les hommes et les femmes selon les références de la société dans laquelle ils vivent. Ces rapports ne sont pas universels, car ils varient selon les cultures, les pays, les régions et les collectivités ; ils sont dynamiques ; changent dans le temps et sont liés à d'autres variables tels que l'âge, la classe sociale, la profession, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale, etc. Leur importance réside dans le fait qu'ils **sont souvent emprunts d'inégalités**.

En effet, les différences naturelles entre

« En soi, personne, homme comme femme, n'a choisi de se situer dans des positions de supériorité ou d'infériorité, mais c'est plutôt la construction sociale liée au sexe qui attribue à chacun et à chacune, un espace dans l'une ou l'autre position .»

les deux sexes ne provoquent pas elles mêmes des inégalités. Mais dès qu'une **valeur est attribuée à ces différences par la société**, la situation change car les **inégalités émergent dans le bien-être des**

femmes et des hommes. Ces inégalités résultant de cette valorisation sociale ne permettent pas aux deux sexes d'accéder à égalité aux possibilités de développement personnel et collectif.

Quels liens existent entre le concept genre et le mot sexe ? La naissance d'un enfant se fait dans un contexte donné. Cette naissance a été ou n'a pas été attendue avec impatience, selon que l'on espérait un garçon ou une fille. Lorsque nous sommes nés, on a commencé par regarder nos organes génitaux, la layette est achetée en fonction du sexe et la famille s'est mise à réfléchir sur notre avenir... **La valeur de la différence des caractéristiques physiques est déterminée à partir de l'instant où notre sexe est connu par le groupe social auquel nous appartenons.**

Dès ce moment, le sens de notre vie a été établi : **on nous a appris à devenir femme ou homme selon les normes et les attentes de la société** ; les filles sont encadrées par la mère, et les garçons par le père...

Tout se passe comme si les capacités et les aptitudes d'un enfant sont liées à son sexe. Alors que l'on naît de sexe masculin ou féminin ; on devient une fille ou un garçon, un homme ou une femme dans une société donnée ; c'est-à-dire que la société se base sur le **sexe biologique pour donner des attributs différents à l'homme et à la femme. Ce qui peut être représenté comme suit :**

On peut retenir, que tout ce qui est attribut social peut changer, alors qu'un attribut biologique ne peut pas changer.

Le concept genre et sexe ne s'opposent pas mais se complètent car selon Ann OAKLEY à qui on reconnaît le mot « gender », le mot **sexe se réfère aux différences biologiques** entre mâles et femelles, à la différence visible entre les organes génitaux et la différence corrélative entre leur fonction

Le Concept Genre n'est pas égal à sexe, ni à femme, ni à homme, mais renvoie aux catégories sociales de base que sont l'homme et la femme.

procréatrice. Le **concept genre**, lui, est une **question de cultures** qui se réfère à la classification sociale en « masculin et féminin ». Le genre est donc une donnée socioculturelle ; il est le **produit d'une socialisation**, d'une histoire, d'une culture. On pourrait parler de distinction entre la notion de **sexe biologique** et la notion de « **sexe social** » (concept genre).

Mariamé Ouattara

NOS PARTENAIRES EN ACTION : Coopération Canada – Burkina Faso : Le Canada apporte un appui constant pour l'amélioration de la filière lait frais



L'amélioration de la reproduction de vache a résulté en un nouveau « métisse » qui produit beaucoup plus de lait que les races africaines.

Doubler l'accès au lait frais à Ouagadougou d'ici les trois prochaines années. C'est l'objectif ambitieux que s'est fixé le Canada à travers son appui pour améliorer cette filière.

Depuis au moins neuf ans que le Canada apporte son appui pour la dynamisation des filières agro-alimentaires au Burkina Faso, l'on peut, sans risque de se tromper, affirmer que les choses sont sur la bonne voie. En effet, de 300 litres de lait frais produits à Ouagadougou chaque jour dans les années 1999, la production quotidienne a aujourd'hui atteint les 8000 litres. Le succès s'illustre bien chez Modeste Ouedraogo qui dispose d'une ferme à la périphérie de Ouagadougou.

Quand il a repris la ferme de son père en 1999, il n'y avait pas de production de lait, on pratiquait uniquement l'élevage d'embouche. De nos jours, la ferme est l'une des plus fructueuses à Ouagadougou. Une vingtaine de vaches viennent d'être traites et pâturent sur l'herbe. Elles sont robustes et ressemblent très peu aux nombreuses vaches maigres qu'on voit habituellement au Burkina Faso. Ici, chaque vache produit entre 15 à 20 litres de lait par jour contrairement à d'autres qui n'en produisent que 3 litres, voire 1,5 litres par jour.

La cause de cette différence remarquable est un paquet de mesures

prises avec l'appui technique et financier du Canada. Il se résume à de nouvelles méthodes d'améliorer l'alimentation, la santé et la reproduction.

« Le mauvais élevage a dégénéré la race burkinabé et sa capacité de production. Il faut qu'on fasse une bonne sélection pour une bonne reproduction et nous avons aussi introduit l'insémination de semence du Canada et de la France. Cela est une innovation. » dit Jean-Baptiste Zoma, coordonnateur de la Dynamisation des Filières Agro-alimentaires du Burkina (DYFAB).

La nouvelle race s'appelle « la métisse »



Modeste Ouedraogo s'occupe bien des vaches

se » et elle a de meilleures aptitudes génétiques que la race locale, zébu peulh. Non seulement elle produit du lait en quantité abondante, mais également sur une période de 8 à 9 mois par rapport à la race locale qui n'en produit plus après 4 mois.

Dans l'agriculture traditionnelle il y a aussi une baisse de production à cause d'un manque de fourrage pendant la saison sèche qui dure au moins six mois de l'année. Modeste Ouedraogo est l'un des rares agriculteurs burkinabés à avoir commencé à nourrir les vaches avec l'ensila-

ge. A la fin septembre de chaque année, il fait un grand stockage d'herbes fraîches qu'il garde dans des sachets en plastique sous terre afin de les tenir fraîches. En mars ou avril de l'année suivante, quand l'accès à l'alimentation est difficile, les vaches mangent avec appétit ces herbes ensilées. Modeste Ouedraogo a appris la technique d'ensilage lors d'un voyage d'étude au Canada. « J'ai appris beaucoup et au moins j'ai eu la confiance qui m'a permis de doubler la production de lait dans ma ferme. »

Aujourd'hui ses vaches produisent 140 litres de lait par jour et sa ferme constitue un modèle pour d'autres agriculteurs qui viennent chez lui pour apprendre des nouvelles techniques. Au delà de l'appui technique du Canada, les agriculteurs bénéficient également d'un appui financier pour introduire les nouvelles méthodes, dont par exemple une subvention considérable du prix d'insémination et pour les investissements dans les fermes.

Pour doubler la production à Ouagadougou, c'est-à-dire atteindre au moins 15 000 litres par jour en 2011 et un accroissement considérable aussi à Bobo-Dioulasso, il faut que beaucoup d'agriculteurs appliquent les nouvelles techniques. Et un agriculteur comme Modeste Ouedraogo qui a déjà réussi n'est pas prêt de s'arrêter en si bon chemin.

«Pour l'année prochaine, mon but est de produire 200 litres par jour » dit-il en montrant avec fierté un veau bien bâti pour son âge de 11 mois. Il est le résultat d'un transfert d'embryon de la race Brune Suisse ou Brune des Alpes, née dans la ferme par une mère succédanée. «Elle va produire un minimum de 30 litres de lait par jour. Ca veut dire qu'elle seule va battre dix zébus peulh » rassure Modeste Ouedraogo.

Kerstin Gossé

LA VIE DES PROJETS EN BREF : Le Programme PTF dans les Hauts Bassins et dans les Cascades



Les animateurs de la Cellule d'Appui Conseil (CAC) dans les Hauts Bassins et les Cascades

Du nombre des activités majeures à réaliser en 2008 que le Comité de pilotage du Programme PTF attend de l'Unité de Coordination Nationale (UCN) figure en bonne place l'ouverture d'une CAC et l'implantation des PTF dans les régions des Hauts Bassins et des Cascades. C'est chose faite depuis le 02 juillet 2008. C'est en effet à cette date qu'a été officiellement installée la cellule d'appui conseil (CAC) qui est chargée de l'implantation des plates-formes multifonctionnelles dans ces deux régions marquant par cet acte la présence du Programme dans cette partie du Burkina. Cette structure est ce qu'il convient d'appeler dans le jargon des plates-formes multifonctionnelles le bras technique du Programme PTF dans ses zones d'intervention. La cellule d'appui conseil est logée dans une agence locale de

réalisation qui est fait l'institution responsable et représentative du Programme. Dans les Hauts Bassins et les Cascades, c'est l'OCADES/ Bobo qui a été retenu du lot des ONGs qui postulaient pour le titre d'agence locale de réalisation.

Dans les Hauts Bassins et les Cascades, les animateurs de la CAC se composent d'une coordonnatrice en la personne de madame Bernadette Traoré, sociologue de formation, le suivi évaluation est sous la responsabilité de monsieur Sékou Traoré tandis que le volet technique est dirigé par monsieur Martial Lompo. Le secrétariat et la comptabilité sont tenus par Madame Liliane Gisèle Seini et monsieur Lamoussa Sanou occupe le poste de conducteur.

Aussitôt installée, la CAC a bénéficié de formation sur la dé-

marche PTF, formation administrée par des experts venus de l'Unité de Coordination Nationale (UCN). Peu après elle a fait connaissance des autres CAC au cours d'une rencontre d'échanges initiée par le Programme Régional Energie et Pauvreté (PREP) à Ouagadougou puis lors d'une formation à Kaya, et enfin à la rencontre bilan semestriel des activités à Ouahigouya.

Après toutes ses rencontres, consciente du travail qui l'attend et des défis à relever, la CAC a planifié des activités qu'elle est entrain de mettre en œuvre

pour les six mois de l'année qui lui reste. Elle est actuellement dans la phase d'information et de sensibilisation des partenaires et a touché à ce titre la plupart des politiques et des partenaires stratégiques. Les prochaines activités planifiées sont une participation active aux cadres de concertation.

En terme d'implantation, elle ambitionne d'ici la fin de l'année comptabiliser cinq plateformes dans les Hauts Bassins et les Cascades. Selon la coordonnatrice de la CAC, elle et son équipe feront tout pour respecter le planning pour permettre aux populations rurales des deux régions d'accéder aux services énergétiques, véritables instruments de lutte contre la pauvreté de la pauvreté.

Etienne Mouni Kaboré



PAGE VNU : LA VNU ANIMATRICE OUEDRAOGO MAIMOUNATA, CONTRIBUE A LA REALISATION DES ACTIVITES DU CENTRE REGIONAL DU VOLONTARIAT DU NORD



Madame OUEDRAOGO lors de la séance de remise de fonds aux femmes bénéficiaires de la Subvention de l'ONG TRICKLE UP le 20 juillet 2008 dans les locaux de la SEMUS à Yako

Pour les trois mois de l'année qui restent, il a signé deux conventions avec deux radios locales pour continuer la promotion du PNVB et faire parallèlement au fur et à mesure le point des activités menées.

Par la suite, l'animatrice a été sollicitée par le CRV pour l'appuyer dans la lutte contre la pauvreté qui est d'ailleurs un des objectifs du PNVB.

Pour ce faire, elle a formé des animatrices de la Solidarité et Entraide Mutuelle au Sahel (S.E.M.U.S) et quatre groupes composés chacun de vingt cinq femmes démunies en gestion des activités génératrices de revenus.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Volontariat (PNVB) au Burkina Faso, le Centre Régional du Volontariat du NORD (CRV Nord) mène des activités qui consistent à œuvrer à l'ancrage du PNVB dans la Région, à promouvoir le PNVB, à identifier les potentielles structures d'accueil, à définir les missions des Volontaires Nationaux et à assurer leur suivi sur le terrain et la promotion du volontariat national.

La VNU animatrice OUEDRAOGO Maïmounata accompagne alors ce Centre pour la poursuite de ces activités.

Sa prise de service, le 1^{er} mars 2008, a permis à ce CRV d'élaborer un programme d'activités,

de le mettre en œuvre au cours du trimestre et de rattraper ainsi le retard accusé par rapport aux cinq autres CRV dont les animateurs étaient sur le terrain depuis au moins huit mois.

Ainsi, le CRV a organisé deux rencontres dans chacune des quatre Provinces de sa Région au cours desquelles il a présenté le PNVB aux autorités administratives, aux responsables des structures de la société civile et aux populations.

Dans la mise en œuvre de son programme du second trimestre, il a animé une émission radiodiffusée sur la Voix du Paysan de Ouahigouya, chef lieu de la Région, en Français et en Mooré le 18 juin 2008 dont les échos ont été positifs.

A ce jour, deux groupes, soit cinquante femmes au total, ont reçu de l'ONG TRCKLE UP basée au nord de la République du Mali dans le cadre de son programme « en affaire contre la pauvreté », une subvention de cinquante mille (50.000) francs CFA par femme. Et, depuis le 20 juillet 2008, chaque groupe mène ses activités sous l'encadrement des animatrices et la supervision de la VNU Animatrice. Deux autres groupes vont recevoir au cours de ce mois d'octobre 2008 leur subvention grâce à un jumelage.

Sur le terrain le CRV continue de mener des activités relatives à la promotion du volontariat.

Tahirou Gouro

PNUD—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Ruby Sandhu-Rojon

Coordonnateur de la Rédaction
Théophile Kinda

Rédacteurs
Tahirou Gouro
Kerstin Gossé
Mahamadi Ouédraogo
Laure Diallo

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo

Lecteur-Correcteur-Réviseur
Alima Déborah Traoré

Publication
Laouali Sanou

AGENDA & ANNONCES

Le Programme national plates-formes pour la lutte contre la pauvreté dans la perspective d'étendre ses activités à toutes les 13 zones du Burkina a commandité une série d'études. Ces études portent sur les volets suivants :

- La vision d'accès aux services énergétiques par la force motrice
- Le bilan thématique de l'expérience du Programme national plates-formes multifonctionnelles
- Le modèle institutionnel, réglementaire et organisationnel du Programme national PTF
- Les partenariats stratégiques prioritaires du Programme national de développement de l'accès aux services énergétiques par la force motrice de la PTF
- L'impact des plates-formes multifonctionnelles
- La rentabilité financière et économique des plates-formes multifonctionnelles.

La restitution de toutes ces études se fera lors d'un atelier le vendredi 10 Octobre 2008 dans la salle de réunion de l'Hôtel Rimkieta de Kombissiri à partir de 09h sous la présidence de M. Daniel Bambara, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, Président du comité de pilotage du programme PTF. Les résultats de toutes ces études

des serviront à élaborer le document d'extension du Programme national PTF à toutes les régions du Burkina.

La réunion périodique des Coordinateurs de programmes et projets aura lieu le mardi 14 octobre 2008 à 09h00, dans la salle de réunions du PNUD (5^e étage).

Sous le haut patronage de Madame Chantal Compaoré, Première Dame du Burkina Faso et de Madame Laraba Tandja, Première Dame du Niger, se tient du 13 au 15 octobre 2008 à Ouagadougou, une rencontre sur la pratique transfrontalière de l'excision sous le thème « pour une synergie d'actions ».

La revue conjointe à mi parcours du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et du Cadre Général d'organisation des Appuis Budgétaires en soutien à la mise en œuvre du CSLP (CGAB-CSLP) aura lieu le 17 octobre 2008 au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale.

DÉTENTE : RIONS UN PEU

Le cortège présidentiel renverse brutalement un individu sur l'autoroute. Tout le monde le croit mort tellement le choc a été violent.

Un passant se penche et vient s'étendre près de lui. L'accidenté ouvre alors un œil et lui dit : mon frère pardon quitte dans mon accident là, va chercher pour toi ailleurs.

Une fille assise avec son mec sur une table du marché de Wassakara demande à celui-ci: est-ce que tu m'aimes chéri ? Oui, je suis "fou" de toi réponds le mec.

Un fou couché sous cette table réplique: si vous faites vos bêtises là ne mettez pas mon nom dedans dèh !

